



## Région PACA

MARIGNANE, le 18 septembre 2025

À l'attention de  
**Madame Brigitte Macron**  
**Palais de l'Élysée**  
**55, rue du Faubourg Saint-Honoré**  
**75008 Paris**

SD 880000591281491

**Objet : Appel urgent à votre intervention face à une situation intolérable**

**Madame,**

Nous nous adressons à vous parce que, malgré **vingt-et-un courriers adressés au Président de la République**, aucun n'a reçu de réponse pour régler la situation. Cette absence de considération est, en elle-même, une atteinte au dialogue démocratique.

De plus, nous avons participé activement au **Grand Débat National**, convaincus de l'importance de ce moment d'échange citoyen. Pourtant, malgré nos contributions et nos démarches, nous n'avons jamais obtenu la moindre réponse de Monsieur Sébastien LECORNU, alors ministre en charge de ce processus.

Cette nouvelle absence d'écoute a renforcé notre sentiment d'abandon.

Nos alertes portent sur des enjeux d'une gravité exceptionnelle, qui menacent directement la survie de milliers de commerçants et artisans, et par conséquent l'équilibre économique et social de nos territoires :

- **Concurrence déloyale et abus de position dominante** laissés sans sanction,
- **418 milliards d'euros d'amendes pénales impayées** que l'État ne recouvre pas,
- **Impossibilité d'exercer un droit de recours effectif** face aux excès de pouvoir de certains maires,
- **Violations répétées des droits fondamentaux** des commerçants et artisans,
- Conséquences visibles : **destruction des centres-villes**, désertification économique, véritable **pillage des petits entrepreneurs** qui constituent pourtant la colonne vertébrale de la Nation.

Le **refus d'un droit de recours effectif** est particulièrement intolérable. Il ne s'agit pas seulement d'une entrave juridique : c'est une véritable **prison politique**, qui prive les citoyens de toute possibilité de se défendre face à l'arbitraire. Ce blocage institutionnel fait que **le mépris de la justice perdure**, au détriment des droits fondamentaux et de la crédibilité de l'État de droit.

Ces faits sont connus, documentés, et pourtant ignorés. Chaque mois qui passe accentue les faillites, la détresse des familles, et la disparition de nos savoir-faire.

1/2

Madame, nous savons votre attachement profond à l'humain, à la justice et à la dignité. C'est pourquoi nous nous tournons vers vous. Nous vous demandons solennellement de faire entendre notre voix auprès du Président de la République, afin qu'il prenne enfin ses responsabilités.

L'avenir de nos centres-villes, la survie des petits entrepreneurs et la crédibilité même de l'État de droit sont en jeu. **Si aucune action n'est entreprise, l'Histoire retiendra que le pouvoir en place aura laissé se sacrifier les forces vives de notre pays, au mépris de la justice et de la solidarité nationale.**

Nous ne demandons ni privilège, ni faveur : seulement le respect des droits, des lois et de la parole de l'État.

Nous vous remercions pour l'attention que vous porterez à cet appel, et espérons que vous serez l'intermédiaire qui permettra enfin à notre détresse d'être entendue.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de ma très haute considération.

DONNETTE Martine  
la Présidente

Pieces jointes :

Nice Matin du 16 septembre 2025

Dossier Participation au Grand Débat

courrier adressé le 16 février 2019 à Sébastien LE CORNU, Ministre en charge du Grand Débat  
revendications sur cahier de doléances  
manifestation 418 milliards devant le Ministère des Finances  
conférences avec les citoyens et commerçants indépendants.

Dossier Président de la République

21 courriers depuis le 13 juin 2017  
aucune poursuite de la délinquance financière, des surfaces illicites, abus de position dominante

Notre Livre 418 Milliards

la Fraude de la grande distribution avec la complicité des élus et de l'administration.